

Sociologie et démocratie ? Un panorama de la discipline en Argentine entre 1983 et 2007

Pablo KREIMER¹
Alejandro BLANCO²

Les auteurs s'attachent à montrer les liens entre les changements sociaux et la production sociologique en Argentine. Ils analysent la phase de démocratie qui a succédé à l'autoritarisme et le passage d'une sociologie de la domination, portée par la figure des intellectuels, à une sociologie de l'expérience analysant quantitativement et qualitativement les effets de fragmentation d'une société post-néolibérale.

Est-il possible de mettre en rapport les changements sociaux et les productions des sciences sociales ? Il est difficile de répondre à cette question puisqu'elle s'appuie sur un présupposé : la production sociologique impliquerait une forme de « réceptivité » du social qui la déterminerait (ou qui, tout au moins, aurait une forte influence sur elle), au-delà des dynamiques propres au champ académique lui-même. Or, il est fréquent de dire – et cette affirmation est déjà presque un lieu commun – que les sciences sociales sont les « enfants » de la crise, en particulier de l'émergence de la société moderne, des formes nouvelles que prennent les rapports entre certaines entités : le marché, l'État, les secteurs public et privé... Une réponse simple à cette question serait fondée sur l'autonomie relative du champ académique et du champ intellectuel. En effet, les agents de ces deux domaines définissent leurs agendas et construisent leurs objets avec une certaine indépendance au regard des changements pouvant être signalés par des indicateurs « objectifs ».

Sans prendre forcément parti pour ces hypothèses, nous présentons très synthétiquement le développement de la production sociologique en Argentine après la clôture – au moins relative – qui a eu lieu pendant la période du gouvernement militaire (de 1976 à 1983).

1. Professeur, Université nationale de Quilmes, chercheur CONICET.

2. Professeur, Université nationale de Quilmes, chercheur CONICET.

Pour cela, nous proposons de considérer d'une manière très schématique deux moments significatifs, définis en fonction des thématiques et des orientations qui prévalent dans chaque période :

– la transition dictature-démocratie (et le problème de la « nouvelle » démocratie) ;

– la société post-néolibérale ? Fragmentations, segmentations.

Renonçant à toute prétention d'exhaustivité, nous évoquerons quelques textes « clés », produits dans ces deux périodes, qui s'avèrent représentatifs d'un champ décidément hétérogène.

**Bref historique de la vie politique argentine :
1945-2007**

– Octobre 1945, des milliers d'ouvriers descendent dans la rue pour soutenir Perón, il est élu président en 1946 mais sera renversé par des généraux en 1955.

– 1958-1973, récession économique et montée de la violence.

– 1973, Perón est rappelé au pouvoir après dix-sept ans d'exil et élu président.

– Mars 1976, coup d'État militaire dirigé par Jorge Videla qui constitue une junte pour « combattre la subversion ». Le bilan sera très lourd : 30 000 disparus, morts sous la torture ou exécutés.

– Avril 1982, tentative de récupération des îles Malouines (Falkland), possession britannique. Du fait de leur défaite, les militaires quittent le pouvoir. Le radical Raúl Alfonsín sera investi président en 1983.

– Juillet 1989, la crise économique atteint un sommet (114 % d'inflation par mois). Alfonsín démissionne, six mois avant la fin de son mandat, et passe le pouvoir à Carlos Menem, du parti péroniste, qui avait remporté les élections deux mois avant. Il sera réélu en 1995, après une modification de la Constitution qui jusqu'alors empêchait la réélection.

– Décembre 1999, le radical Fernando De la Rúa, avec une coalition de centre gauche, bat le candidat péroniste Duhalde.

– 2003, Nestor Kirchner, péroniste de centre gauche, est élu président de la République.

– 2007, élection de Cristina Kirchner, épouse de N. Kirchner.

La découverte de la démocratie : « professionnalisation versus engagement »

Jusqu'au coup d'État militaire de 1976, le profil d'une bonne partie des sociologues d'Argentine était plus rattaché à la figure de l'*intellectuel* qu'à celle de l'*académicien*. Certes, il est toujours difficile de faire des généralisations sur des champs qui ne sauraient être compris à partir d'un seul axe organisateur. De fait, depuis la configuration du champ de la sociologie comme un espace autonome, qui peut être établie vers le milieu du XX^e siècle en grande partie en raison du rôle joué par Gino Germani, ces deux figures différentes ont connu une tension qui dure depuis des décennies. On peut distinguer, d'une part, les intellectuels engagés dans les luttes des années 1960 et 1970, dites « de libération nationale », marquées par la prédominance des mouvements de gauche dans le cadre d'une confluence inédite du nationalisme et du marxisme (Terán, 1991, p. 99)³ ; d'autre part, un secteur qui voulait instaurer une sociologie d'ordre académique, rigoureuse en ce qui concerne ses méthodes – généralement quantitatives – et dont certains des représentants émigraient à l'étranger pour faire un doctorat. En général, les premiers avaient comme références aussi bien théoriques que politiques les relectures d'Antonio Gramsci et celles de Jean-Paul Sartre, parfois à la lettre. Parmi eux, la plupart ne suivaient pas normalement des études de troisième cycle, mais, s'ils le faisaient, la destination choisie pour cela était fréquemment la France. Les seconds étaient beaucoup plus proches de la sociologie américaine, dont un des référents fondamentaux était Paul Lazarsfeld. Dans ce dernier groupe, la plupart ont fait des doctorats à l'étranger, en particulier en Angleterre et aux États-Unis⁴.

3. J. C. Portantiero disait en 1971 : « ... par rapport au problème général de la sociologie, je voudrais dire qu'en premier lieu je ne me définis pas moi-même comme un sociologue, mais comme un socialiste révolutionnaire... La réponse est simple et logique : ou bien la sociologie sert comme un instrument susceptible de soutenir des transformations de type politique ou alors elle ne m'intéresse pas en tant que profession » (Rubinich, 1999).

4. En ce qui concerne la professionnalisation de l'activité académique, jusqu'au milieu des années 1970, il n'y avait presque pas d'études de troisième cycle en sociologie en Argentine, ni de maîtrise ni de doctorat. Pour exercer dans l'enseignement universitaire, le diplôme de la licence ou du professorat était suffisant. Ce n'est qu'en 1975 que les premières maîtrises ont été créées à la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO), qui venait d'être créée, même s'il y avait déjà un programme de spécialisation

Cependant un troisième groupe peut être identifié. Ses membres s'engageaient dans un exercice professionnel émergent, soit dans des organismes publics – à l'époque de l'essor de l'idéal de la planification –, soit dans une activité de cabinet-conseil.

L'orientation politique des sociologues

Toutefois, cette distinction ne doit pas être entendue comme une disposition de groupes antagoniques solidement structurés, tout d'abord du fait de la taille relativement réduite du champ de la sociologie dans ces années-là, mais surtout parce qu'il s'agissait encore d'un espace en formation. Dès lors, les positions n'étaient pas exprimées dans tous les cas d'une façon univoque. En termes généraux, on peut affirmer que la majorité des sociologues avaient des préoccupations politiques, non pas par simple intérêt pour « le politique » mais par souci d'appliquer la sociologie et de la faire participer aux changements sociaux et politiques. Comme Gilman (2003) le remarque, « la radicalisation des intellectuels s'inscrivait dans la crise généralisée des valeurs et des institutions traditionnelles de la politique : la démocratie parlementaire, les partis »⁵. Autrement dit – et cet élément sera décisif pour comprendre la dynamique thématique de notre première période –, avec les mots de l'époque, la démocratie « formelle » ou démocratie « bourgeoise » était dénoncée comme la figure de proue que les groupes dominants imposaient pour construire l'illusion d'un consensus des peuples là où il n'y avait qu'un exercice de domination et de soumission.

En ce sens, l'essai, l'écrit politique, la relecture de l'histoire comme outils politiques prédominaient clairement sur l'article académique. Bien entendu, si le rôle des intellectuels consiste à travailler pour apporter leur contribution à la révolution latino-américaine, leurs publics doivent être les élites culturelles – pas forcément académiques –, mais aussi les autres groupes sociaux susceptibles de se joindre à ces luttes. L'Amérique latine avec ses racines sociales et culturelles, sa situation vis-à-vis des pays industrialisés, les liens entre ses peuples a été depuis lors un référent fondamental de la production sociologique. Dans la réalité, cela n'avait rien de naturel : il s'agissait de construire théoriquement la

à la Fondation Bariloche, qui existait depuis la seconde moitié des années 1960 (Rubinich, *op. cit.*).

5. Gilman ajoute ensuite qu'« il est presque redondant de mentionner le rôle que la révolution cubaine avait dans ce processus... » (p. 78).

Région comme un objet, de mettre en relief une « origine commune » et, malgré les politiques et les actions des pays impérialistes, de trouver un « destin commun »⁶.

Le coup d'État militaire du 24 mars 1976 a entraîné une interruption abrupte de cette situation : la plupart des sociologues, avec l'ensemble des professionnels des sciences sociales et une partie de ceux des sciences exactes et naturelles, ont été fortement réprimés. Beaucoup d'entre eux sont partis en exil, puisqu'il n'y avait pratiquement aucune possibilité de continuer à travailler dans le pays, sauf en secret et avec le risque toujours présent de la répression violente. On peut passer sous silence les années du gouvernement militaire, pendant lesquelles seuls quelques intellectuels ont réussi à éviter la prison, pour examiner la situation vers la fin de 1983, à l'occasion de la restauration démocratique. En effet, le panorama des années soixante et soixante-dix s'était modifié d'une manière radicale.

L'ouverture démocratique de 1983

À partir de l'effondrement rapide du gouvernement militaire lié à la défaite des Malouines, s'ouvrent des perspectives nouvelles pour le champ de la sociologie. Il ne s'agit plus – à l'exception de quelques auteurs – de reprendre l'histoire là où elle a été interrompue, mais de rendre compte des nouveaux rapports sociaux émergents.

Le point essentiel pourrait être résumé comme la disparition, dans le discours, d'une société marquée par un sujet historique (la classe sociale) et l'ouverture d'un espace beaucoup plus complexe, où la démocratie était le scénario sur lequel les différents conflits devaient être tranchés, les intérêts traités, les tensions prises en compte. Juan Carlos Portantiero, l'un des auteurs dont la production ainsi que les prises de position publiques s'avèrent emblématiques de cette période, affirmait en 1983 que « ... ce monde est celui de l'expression participative, caractérisée par la présence de nouvelles "citoyennetés" qui se résignent à accepter des agencements simples et préétablis : le "Peuple-Nation" agrégé à "l'État-Mouvement" (vision populiste) ; la classe exprimée par "l'État-Parti" (vision socialiste) et l'individu agrégé par le marché, d'après la

6. Dans la construction conceptuelle de l'Amérique latine, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, CEPAL, créée par les Nations unies, a joué un rôle prééminent. Voir Furtado (1988).

vision libérale ». De ce fait, le « problème de tout projet démocratique moderne consiste à prendre en charge cette fragmentation, exprimée non seulement par les mouvements sociaux mais aussi par une transformation de la subjectivité individuelle » (Portantiero, 1988 [1983], p. 144).

L'appréciation d'une société de classes, axe d'articulation des processus de construction d'hégémonie – où les intellectuels associés à la classe fondamentale joueraient un rôle central –, laisse la place à la notion d'« intégration » des mouvements sociaux. La notion de conflit ne disparaît pas, mais elle se présente sous une autre forme et demande notamment d'autres stratégies pour y faire face. L'unité du pouvoir, propre à la croyance dans une *classe fondamentale*, suppose un principe intrinsèquement antidémocratique qui doit laisser la place, dans le scénario moderne, aux processus de concertation et d'articulation :

« [...] deux problèmes se présentent qui sont imbriqués, bien que placés à des niveaux d'abstraction différents : d'une part, le problème du pacte politique, de la participation politique et de ses règles, d'autre part, le problème de la concertation sociale, des accords pour gouverner le cycle économique. Mais cela renvoie à d'autres rapports qui doivent être travaillés : la constitution des acteurs sociaux et celle d'institutions fonctionnant comme scénarios pour ces acteurs » (*ibid.*, p. 145).

Mais qui est donc l'acteur fondamental de ces processus ? Qui est en capacité d'articuler le fonctionnement des institutions avec les « accords pour gouverner le cycle économique » ? La réponse faite alors aurait été presque inconcevable dix ans auparavant : le nouvel élément qui fait irruption dans cette scène de restauration démocratique sont les partis politiques. Ce n'est plus « le Parti », porteur des idéaux révolutionnaires (et de ce fait incompatible avec l'idée des « sujets multiples »), mais des rassemblements sociaux *pluriels*, qui expriment la complexité des jeux générés dans l'arène publique.

Le caractère central de la politique ainsi comprise, qui avait été gelée durant la période 1976-1983, va être une marque forte de la sociologie de ces années. Oscar Oszlak (1984), un autre auteur référent de l'époque, s'interrogeait à ce propos, sur un mode plus opérationnel : « Y a-t-il des limites à l'hétérogénéité des bases sociales et des intérêts d'un parti, pour préserver son organisation démocratique interne et son efficacité comme instrument de représentation politique ? » D'après cet auteur, la concertation sociale, au lieu d'être dirigée vers l'arbitrage des demandes

économiques, doit être orientée vers un « accord sur les règles minimales du jeu politique dans la nouvelle instance démocratique » (p. 45).

En effet, parallèlement à la fin des projets révolutionnaires et à la revalorisation consécutive de l'« espace démocratique », les nouvelles perspectives se sont développées avec un fantôme omniprésent : l'autoritarisme. Dans l'interprétation la plus courante, l'autoritarisme a été conceptualisé comme la conséquence nécessaire d'une coalition dominante, c'est-à-dire ce qui a marqué la fin d'une « époque ». Ainsi, d'une part, l'autoritarisme a été considéré comme le « bras armé » dont les secteurs dominants avaient besoin pour imposer des modèles économiques et sociaux⁷. D'après le sociologue brésilien (qui deviendra plus tard président de son pays) F. H. Cardoso (1986, p. 100), il s'agissait « d'un tripode à quatre pieds : les entreprises de l'État, les multinationales et les nationales et l'ordre répressif », dans lequel, grâce à la militarisation du pouvoir, « on acceptait un style de développement marqué par une liaison ombilicale des économies locales aux économies étrangères ».

D'autre part, le rejet de l'autoritarisme a conduit à une revalorisation de l'espace démocratique qui paraissait presque naturel. À ses débuts, c'est-à-dire dans les années 1950 et le début des années 1960, la sociologie escomptait que le développement et la modernisation de la société apporterait comme conséquence « naturelle » une démocratisation plus vaste (Blanco, 2006). Cependant, les difficultés croissantes des régimes réformistes et l'apparition des expériences politiques autoritaires ont progressivement affaibli cette croyance. Au milieu des années 1960, les orientations marxistes et radicales ont commencé à gagner des adeptes au sein des nouvelles générations d'intellectuels et à faire reculer, comme un peu partout dans le monde, l'orientation réformiste de la génération précédente. Dans un contexte de radicalisation politique croissante, la révolution a déplacé l'horizon de la démocratie, considérée dès lors comme une fiction bourgeoise. Dans les années d'ouverture démocratique (à compter de 1983), la réflexion sur la démocratie est revenue au centre de la question, mais cette fois ce n'était plus en tant que phénomène dépendant des processus de modernisation et de développement ou comme « simple démocratie formelle »,

7. Il est quand même paradoxal que ces mêmes secteurs aient réussi à s'imposer par la « voie démocratique » dans les années 1990 dans une bonne partie des pays latino-américains : en Argentine avec Menem, au Mexique avec Salinas de Gortari, au Brésil avec Collor de Melo et Cardoso, au moins partiellement.

comme dans les années 1960, mais en tant qu'expérience sociale, culturelle et politique qui devait clôturer le cycle autoritaire qui s'était déployé tout au long des quatre décennies précédentes. Dans ce cadre, la contradiction fondamentale devait être reformulée d'une façon nouvelle en termes de « démocratie⁴ versus autoritarisme ». José Nun (1987) se demandait dans ces années-là : « Que dire, alors, de l'inversion de la séquence "modernisation-démocratie" ? » ; et il répondait : « Sans doute [s'agit-il] d'une *juste revalorisation des libertés publiques et du gouvernement représentatif*, qui avaient été réduits trop fréquemment et trop facilement à de pures fictions bourgeoises : depuis ce point de vue, la position dont je parle doit être lue comme une saine et incontestable condamnation de l'autoritarisme. »

Un bon corollaire de ce problème est exprimé par G. O'Donnell (1984), qui a formulé deux concepts nouveaux à l'époque. Le premier était lié aux rapports entre les niveaux microsocial et macrosocial, le deuxième, au domaine de la culture politique : « Je crois que le problème de la consolidation et de l'expansion de la démocratie en Argentine passe aussi bien par l'État et la politique que par la société [...] J'ajoute que tout semble indiquer que les infortunes de la vie politique argentine ont été nourries [...] par les fortes tendances autoritaires existant dans la société – y compris la culture – de notre pays. »

Les années 1990 : la nouvelle question sociale et la crise de la représentation politique

Vers la fin des années 1980, la crise économique déclenchée par un processus inflationniste a durement frappé le premier gouvernement de la transition démocratique, conduit par Raúl Alfonsín. Dans un contexte de mécontentement social et politique très fort, Alfonsín a été obligé d'avancer les élections présidentielles. En 1989, un candidat péroniste, Carlos Saúl Menem, accédait à la présidence de la République. Les politiques d'ajustement néolibéral mises en œuvre par le nouveau gouvernement pour faire face à la crise ont provoqué des changements significatifs dans la structure sociale. La segmentation des marchés, l'hétérogénéité des salaires et la précarisation de l'emploi, avec l'accroissement du nombre des travailleurs à leur compte (« *cuentapropismo* »), ont entraîné un fort processus de déstructuration du monde du travail. Le puissant appareil syndical, qui avait une histoire et une tradition de lutte remarquable, a perdu progressivement sa capacité de

mobilisation et de négociation vis-à-vis du patronat et de l'État. D'ailleurs, on pouvait également constater un changement très visible de la morphologie de la classe moyenne. Depuis plusieurs décennies, elle avait déterminé la singularité de la physionomie de la société argentine par rapport aux autres pays de la région latino-américaine, et avait en même temps constitué une source d'autoreprésentation de la société, comme socialement intégrée et plus égalitaire.

L'émergence de la question des « nouveaux pauvres »

L'examen des effets des changements survenus dans ce segment de la population a donné lieu à un nouveau « type social » forgé par la littérature sociologique de cette période-là, celui des « nouveaux pauvres » (Minujin, 1992, p. 25-38). Le concept de structure sociale, repris dans les années 1950 dans un ouvrage classique et emblématique de la sociologie moderne en Argentine dont le titre était *Estructura social de la Argentina. Análisis estadístico* (Structure sociale de l'Argentine. Analyse statistique), de Gino Germani, est revenu au centre du vocabulaire sociologique. Par ailleurs, la comparaison de la situation sociale à quarante années d'intervalle se révélait négative pour le présent. En effet, dans les années cinquante, la société argentine était caractérisée par des taux d'intégration et de mobilité sociale ascendante, une classe ouvrière fortement organisée, pleinement intégrée au système politique et bénéficiant d'un puissant système de protection sociale. Or, quarante ans après, elle était marquée par des taux de chômage et de précarisation de l'emploi très élevés, une chute significative des ressources destinées aux politiques sociales, une détérioration de la qualité des services publics et l'émergence de formes nouvelles d'exclusion sociale.

Dans ce contexte, depuis les années 1990, la production sociologique s'est consacrée aux transformations de la structure sociale, à leur effet sur le monde du travail ainsi qu'à l'émergence des formes nouvelles de pauvreté affectant particulièrement les classes moyennes. Si dans les années 1980 les principaux débats sociologiques portaient sur la transition démocratique, c'est à présent la nouvelle question sociale qui est centrale dans le contexte des problèmes ouverts par les processus de restructuration et d'ajustement économique. La sociologie retrouvait ainsi dans la société son objet de réflexion. La parution de toute une nouvelle littérature en est le témoignage. On peut mentionner, entre autres ouvrages : *Los nuevos pobres : efectos de la crisis en la sociedad*

argentina (Les nouveaux pauvres : effets de la crise sur la société argentine), d'Alberto Minujin, Luis Beccaria *et al.* ; *La nueva pobreza en la Argentina* (La nouvelle pauvreté en Argentine), d'Alberto Minujin et Gabriel Kessler ; *Sin trabajo. Las características del desempleo y sus efectos en la sociedad argentina* (Sans emploi. Les caractéristiques du chômage et ses effets sur la société argentine), sous la direction de Luis Beccaria et Néstor López, et *Empleo y globalización. La nueva cuestión social en la Argentina* (Emploi et globalisation. La nouvelle question sociale en Argentine), sous la direction d'Ernesto Villanueva.

La désagrégation sociale, résultat de l'application des politiques d'ajustement, a impliqué la fragmentation, la désarticulation et l'hétérogénéité des acteurs historiques – les classes et l'État – qui avaient dynamisé le processus de modernisation du pays dans le passé. Ce processus avait abouti, après la Seconde Guerre mondiale et lors du premier gouvernement péroniste, à l'édification de ce que Robert Castel a appelé la « société salariale » avec comme acteur central l'État. Son intervention dans l'organisation du monde du travail avait signifié le renforcement des syndicats qui le voyaient donc comme un partenaire presque naturel. Les politiques d'ajustement ont mis en crise ce lien historique entre l'État et le monde du travail. En même temps, le chômage, la précarisation de l'emploi et l'augmentation de l'emploi informel ont estompé le profil d'une classe qui, jusqu'alors, avait pu exhiber avec fierté une identité sociale, culturellement et statistiquement ouvrière, mais qui est devenue en peu de temps une couche sociale aux contours plutôt flous : les « pauvres ».

Mais qu'y avait-il de nouveau dans le phénomène de la « nouvelle pauvreté » ? Sa phénoménologie révélait que les notions traditionnelles d'exclusion ou de marginalité, même si elles faisaient partie des caractéristiques visibles, s'avéraient inadéquates pour décrire les nouvelles situations⁸. Le schéma dual des intégrés et des exclus ne permettait point de saisir le nouveau phénomène, notamment parce que la nouvelle pauvreté n'était pas détachée de l'emploi. Minujin et d'autres voulaient montrer que, si la nouvelle pauvreté était une conséquence de la chute

8. La discussion sur le concept de marginalité a une longue histoire. Nun (1968) signalait que « ... la masse marginale – en contraste avec l'armée industrielle de réserve classique – montre un faible degré "d'intégration du système", en raison d'un développement capitaliste inégal et dépendant qui, combinant divers processus d'accumulation dans le contexte d'une stagnation chronique, origine un surpeuplement relatif non fonctionnel par rapport aux formes productrices hégémoniques » (p. 80).

brutale de l'emploi et des différentes formes de sous-emploi, elle n'était pas forcément pour autant associée au fait d'avoir ou non un emploi. La dépréciation du salaire et la précarisation du travail s'érigeaient en obstacles à la possibilité d'accès aux services sociaux, même si les droits sociaux liés au travail étaient formellement maintenus. Bref, travail et bien-être ne semblaient plus être aussi fermement liés que par le passé. Et cela arrivait dans le contexte d'un État qui désertait progressivement ses fonctions traditionnelles de régulation économique et sociale.

Le développement de méthodes de recherche qualitatives

Si l'émergence de la « question sociale » a entraîné un changement dans les thématiques d'une discipline en voie de professionnalisation, il reste à savoir ce qui s'est passé dans la dimension cognitive, c'est-à-dire au niveau des instruments analytiques dont la discipline dispose pour traiter ses objets. Bien qu'une grande partie de la littérature se soit fondée sur les approches traditionnelles faisant appel aux instruments déjà classiques de la recherche sociale, une autre partie – et *voilà la nouveauté* – a eu recours à des approches « relativement marginales » : les histoires de vie avec une inflexion anthropologique. Cette dernière était justifiée puisque les instruments classiques de la recherche sociale, notamment statistiques, étaient insuffisants pour rendre compte de certains aspects que les méthodologies de type qualitatif semblaient mieux appréhender. Ainsi les enquêtes quantitatives traditionnelles ont-elles été progressivement complétées par des études centrées spécialement sur le témoignage, donc plus proches du vécu des populations étudiées. Elles permettaient aussi d'appréhender la dimension « quotidienne » de l'expérience de la nouvelle pauvreté. Il s'agissait non seulement de peindre le tableau de la nouvelle situation par le biais du langage des grands indicateurs mais aussi de nommer les diverses stratégies par lesquelles les acteurs ou les groupes sociaux réagissaient. En même temps, ces approches nouvelles visaient à mettre en relief les dimensions plus proprement symboliques et culturelles du phénomène, traditionnellement négligées. Ainsi, l'examen de l'expérience des nouveaux pauvres a été posé dans le cadre d'une interrogation qui allait au-delà du registre relatif aux ressources ou aux moyens disponibles. On cherchait à analyser les effets de la nouvelle situation sur les dimensions concernant l'*identité sociale* des agents, leurs formes d'autoperception et d'auto-représentation, leurs pratiques culturelles, leurs croyances et leur échelle

de valeurs, leurs formes de consommation, etc. L'intégration de la temporalité dans l'examen de l'expérience était aussi une nouveauté. Plutôt que la photo de la nouvelle pauvreté, on essayait de saisir la séquence de la paupérisation. Cette démarche permettait de déterminer comment les agents se débrouillaient, dans une situation de ressources diminuées, pour maintenir certaines formes d'une « vie digne » et soutenir une image d'eux-mêmes qu'ils voyaient menacée. Dans le contexte de cette nouvelle situation, on a même qualifié les nouveaux pauvres de « couche sociale hybride », c'est-à-dire un groupe social porteur de pratiques, de croyances, de besoins et de consommations associés à des groupes sociaux divers (Minujin et Kessler, 1995).

Un exemple significatif de ce type de recherches est l'ouvrage de Maristella Svampa (2001), *Los que ganaron* (Ceux qui ont gagné), axé sur l'ascension de secteurs de la classe moyenne dans lesquels on peut observer un processus de réorganisation spatiale (émergence de quartiers privés et de clubs de campagne), ce qui pourrait être lu comme l'autre face de l'émergence des « nouveaux pauvres ».

La résurgence du thème du populisme

L'apparition de cette nouvelle problématique sociale a coïncidé, à son tour, avec une transformation profonde du scénario politique. Le triomphe de Carlos Menem aux élections présidentielles de 1989 et l'émergence de nouveaux leaderships politiques, traditionnellement étrangers au système politique, ont réinstallé la réflexion sur un sujet classique de la sociologie en Argentine : le populisme. En outre, le style politique de Menem et les nouvelles modalités d'intervention politique ont remis cette question au centre du débat. Il ne s'agissait plus du vieux populisme qui avait prospéré dans différents pays de l'Amérique latine mais d'un néopopulisme qui, à la différence du précédent, ne mobilisait ni n'intégrait plus les masses, ne favorisait pas l'égalisation, n'articulait pas les groupes de pression avec les partis et l'État. Bien au contraire, il cherchait à imposer des politiques d'ajustement qui allaient à l'encontre des politiques intégratives de l'ancien populisme. Le plus surprenant est que ces politiques, loin d'éroder ses bases électorales, lui ont permis de rester au pouvoir durant deux mandatures consécutives.

Dans ce contexte, une partie de la réflexion sociologique de la période a été centrée sur un examen de la transformation des logiques d'action gouvernementale face aux changements profonds de la structure sociale

et des nouveaux styles de représentation politique. La crise économique et la déstructuration du monde du travail ont amené une crise de légitimité des partis politiques et de leurs leaders. Ceux-ci ont perdu leur capacité d'influence sur une opinion publique de plus en plus mécontente du système traditionnel des partis et de plus en plus réceptive aux discours des médias et plus particulièrement de la télévision. Ainsi s'est ouvert un cycle marqué par la crise de la représentation politique.

L'état de la sociologie argentine aujourd'hui

Dans quelle situation se trouve aujourd'hui la discipline ? Le bilan est complexe et recouvre des réalités qui sont assez proches de ce qui se passe sous d'autres latitudes. En principe, et en termes strictement institutionnels, la discipline se trouve aujourd'hui relativement bien intégrée : elle a réussi à consolider une structure organisationnelle complexe, elle a expérimenté un processus d'amplification et de diversification institutionnelle, notamment au niveau de l'enseignement du troisième cycle, et le nombre de spécialisations et de publications a significativement augmenté. Sa présence dans la sphère publique, particulièrement dans les médias et dans l'État, est aussi plus significative qu'autrefois. Voilà donc les signes d'une discipline institutionnellement et socialement intégrée.

Toutefois, en termes intellectuels, l'impression n'est pas la même. En effet, à la différence des deux périodes mentionnées plus haut, la discipline ne semble plus être unifiée autour d'un agenda commun de problèmes bien que les questions relatives à l'exclusion sociale continuent à être au centre du débat. En même temps, le processus de professionnalisation a conduit à une croissante segmentation/spécialisation, qui est à l'origine de sous-champs qui s'organisent de manière autonome (sociologie politique, du travail, de la santé, de la culture, etc.). Cela a entraîné deux conséquences : d'une part, la professionnalisation a été accompagnée d'un processus d'« internationalisation » plus forte, qui a déterminé le rapprochement des recherches locales aux agendas des pays plus développés (bien qu'elles se déploient en inflexions « locales »). D'autre part, il y a un éloignement progressif de la discipline par rapport aux questions du débat public et un déplacement qui détermine l'abandon des « grands problèmes » tels qu'ils étaient définis au cours des décennies précédentes, pour se concentrer sur des sujets plus délimités. Tou-

tefois, plutôt qu'une particularité argentine, cela semble constituer une caractéristique de l'état de la discipline à l'échelle internationale : la sociologie semble être devenue une discipline socialement et institutionnellement intégrée bien qu'intellectuellement fragmentée. Ceci, paradoxalement, la rapproche de ce qui se passe dans les disciplines plus « dures » dans le cadre du développement des champs scientifiques en contextes périphériques (Kreimer et Zabala, 2007).

Annexe : quelques données récentes

Il n'existe pas de données spécifiques concernant les étudiants de sociologie seulement, les données étant agrégées avec celles des étudiants d'anthropologie et du travail social. Le total d'étudiants de ces disciplines en 2005 était de 41 113, dont 11 332 (plus de 25 %) étaient inscrits à l'université de Buenos Aires.

Chaque année, environ 10 000 nouveaux étudiants sont admis (9 447 en 2005). Cependant, le nombre des diplômes obtenus est très faible : moins de 2 000 (20 %) par an.

Au sein du Conseil national de la recherche scientifique et technique (Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas, CONICET), le total du personnel dans la commission « Sociologie et Démographie » en décembre 2006 était de 396 (sur un total de 2 325 effectifs au département SHS), ventilés en 115 chercheurs, 252 boursiers de doctorat et 29 ingénieurs de recherche.

pkreimer@unq.edu.ar

ablanco@unq.edu.ar

Références bibliographiques

- BECCARIA L. y LÓPEZ N. (comp.) (1996), *Sin trabajo. Las características del desempleo y sus efectos en la sociedad argentina*, Buenos Aires, Losada.
- BLANCO A. (2006), *Razón y modernidad. Gino Germani y la sociología en la Argentina*, Buenos Aires, Siglo XXI.
- CARDOSO F. H. (1986), « La democracia en América Latina ». En G. Rama (ed.) *Escenarios Políticos y sociales del desarrollo latinoamericano*, Buenos Aires, EUDEBA.
- FURTADO C. (1988), *La fantasía organizada*, Buenos Aires, EUDEBA.
- GILMAN C. (2003), *Entre la pluma y el fusil. Debates y dilemas del escritor revolucionario en América Latina*, Buenos Aires, Siglo XXI.
- KREIMER P. y ZABALA J. P. (2007) : « Social Problems, Scientific Problems : the reciprocal construction », *Science, Technology and Society*, n° 1, vol. 11.
- MINUJIN A. y KESSLER G. (1995), *La nueva pobreza en la Argentina*, Buenos Aires, Planeta.
- MINUJIN A., BECCARIA L. et al. (1992), *Los nuevos pobres : efectos de la crisis en la sociedad argentina*, Buenos Aires, UNICEF-Losada.
- NUN J. (1968) : « Superpoblación relativa, ejército industrial de reserva y masa marginal », *Revista Latinoamericana de Sociología*, n° 2, vol. V, 1969, p. 178-236.
- NUN J. (1987), « La democracia y la modernización, treinta años después ». *Desarrollo Económico*, n° 123, Buenos Aires.
- O'DONNELL G. (1984), « Democracia en la Argentina : micro y macro ». En O. Oszlak (ed.), « *Proceso* », *crisis y transición democrática*, Buenos Aires, CEAL.
- OSZLAK O. (1984), « Privatización autoritaria y recreación de la escena pública ». En O. Oszlak (ed.), *op. cit.*
- PORTANTIERO J. C. (1988) [1983], *La producción de un orden. Ensayos sobre la democracia entre el estado y la sociedad*, Buenos Aires, Nueva Visión.
- RUBINICH L. (1999), « Los sociólogos intelectuales : cuatro notas sobre la sociología en los años setenta », *Apuntes de Investigación del CECYP*, n° 4, Año 2.
- SVAMPA M. (2001), *Los que ganaron. La vida en los countries y barrios privados*. Buenos Aires, Biblos.
- TERÁN O. (1991), *Nuestros años sesentas*, Buenos Aires, Puntosur.
- VILLANUEVA E. (coord.) (1997), *Empleo y globalización. La nueva cuestión social en la Argentina*, Bernal, Editorial UNQ.